



Protection Juridique All Risk Conflits

Article 1

Quelles sont les personnes assurées ?

Vous, preneur d'assurance, êtes assuré, ainsi que :

- votre conjoint cohabitant ou votre partenaire cohabitant ;
- toute personne vivant habituellement dans votre foyer à l'exception des gens de maison et de tout autre personnel domestique. Pour les litiges l'opposant à son employeur et/ou pour ceux qui relèvent de la compétence du tribunal du travail, notre assistance juridique n'est acquise qu'à condition qu'elle soit entretenue de vos deniers ;
- les enfants ne vivant plus dans votre foyer mais donnant encore droit aux allocations familiales ;
- pour les litiges de vos enfants avec leur employeur et/ou leurs litiges qui relèvent de la compétence du tribunal du travail (à l'exception des litiges avec l'assureur Loi), notre assistance juridique n'est acquise que :
 - si vous les entretenez ;
 - si vous ne contribuez plus à leur entretien, pendant les six premiers mois de leur premier contrat de travail. Moyennant paiement d'une prime supplémentaire et mention sur l'attestation d'assurance, vous avez la possibilité de poursuivre la couverture ;
- votre ancien partenaire et vos enfants, pendant une période de 6 mois, après qu'il(s) ait(aient) quitté la maison familiale qui est mentionnée sur l'attestation d'assurance.

La garantie reste acquise aux personnes assurées qui séjournent temporairement ailleurs pour des raisons de santé, d'études ou de travail.

Article 2

En quelle qualité êtes-vous assuré ?

Vous êtes assuré en qualité :

- de personne agissant dans le cadre de votre vie privée ;
- d'employeur de personnel domestique ;
- de salarié, d'appointé, d'apprenti, d'agent des services publics ou d'agent assimilé à ce statut, dans l'exercice de votre vie professionnelle ;
- de propriétaire et/ou d'occupant de votre résidence principale et secondaire, actuelle et/ou future, mentionnée(s) sur l'attestation d'assurance. Nous assurons à titre complémentaire un maximum de deux chambres d'étudiants qui font partie de la résidence principale ou secondaire ;

- de locataire de chambres d'étudiants de vos enfants étudiants ;
 - de propriétaire et/ou utilisateur de :
 - garages (au maximum 3) situés à une autre adresse ;
 - jardins et terrains (y compris étables) situés à une autre adresse dont la superficie globale ne dépasse pas 10 hectares.
- Nous assurons également jusqu'à 3 pièces dans votre résidence principale, qui sont utilisées dans l'exercice de votre activité d'indépendant.

Article 3

Quelles sont les garanties assurées et les extensions de garantie ?

La Protection Juridique vous est acquise selon le principe All Risk : « Tous les cas d'assurance non exclus sont couverts ».

Par extension, la Protection Juridique couvre :

- le Service Box ;
- l'insolvabilité des tiers ;
- la caution pénale ;
- l'avance de fonds sur indemnités ;
- l'avance de la franchise des polices R.C. ;
- l'état des lieux préalable ;
- les frais de recherche.

Article 4

Qu'assurons-nous et qu'entendons-nous par garanties assurées et extensions de garantie ?

4.1. Recours civil

Notre assistance juridique vous est acquise pour les actions en dommages et intérêts basées sur une responsabilité civile extracontractuelle.

4.2. Défense pénale

- En matière pénale, notre assistance vous est acquise lorsque vous êtes poursuivi pour infraction aux lois, arrêtés, décrets ou règlements, résultant d'omission, d'imprudence, de négligence ou de fait involontaire. Vous bénéficiez d'un recours en grâce par sinistre si vous avez été condamné à une peine privative de liberté.
- Pour les délits intentionnels, notre garantie vous sera



Protection Juridique All Risk Conflits

accordée lorsque vous êtes poursuivi et que la décision judiciaire passée en force de chose jugée vous acquitte ou lorsque vous bénéficiez d'un non-lieu en raison de l'absence d'éléments constitutifs de l'infraction ou en raison d'un défaut de preuves. Il n'y a pas de couverture en cas de non-lieu en raison de la prescription ou d'une faute procédurale.

- Nous accordons notre couverture si les parents sont poursuivis pour les actes commis par leurs enfants mineurs d'âge, même si les actes ont été commis intentionnellement.
- Pour les assurés de moins de 16 ans, nous prenons également à notre charge leur défense devant le Juge de la Jeunesse lorsque les faits reprochés ont été commis intentionnellement.

Notre garantie n'est jamais accordée en cas de crimes ou de crimes correctionnalisés, même en cas d'acquiescement ou d'un non-lieu.

4.3. Défense disciplinaire

Notre assistance juridique comprend la défense de vos intérêts civils devant un organisme disciplinaire (Ordre, Institut, ...) établi par une loi ou un règlement.

4.4. Défense civile

Lorsque vous faites l'objet d'une demande d'indemnisation basée sur une responsabilité extracontractuelle, notre assistance juridique vous est acquise lorsque vous ne bénéficiez pas de la couverture d'une (des) assurance(s) de responsabilité civile ou en cas de conflit d'intérêts avec cet (ces) assureur(s).

4.5. Protection Juridique Après incendie

- Notre assistance juridique comprend la sauvegarde de vos intérêts juridiques pour les biens immobiliers mentionnés à l'article 2., lorsque surgit un litige avec votre assureur découlant des contrats d'assurance « Incendie et risques divers » (vol, dégâts des eaux, tempête, grêle, ...) couvrant votre (vos) immeuble(s) avec contenu mentionné(s) sur l'attestation d'assurance conformément à l'article 2.
- En cas de risque couvert par votre police d'assurance 'Incendie et risques divers' et s'il s'avère par la suite que le dommage n'est pas couvert selon les conditions de la police d'assurance « Incendie et risques divers », nous prenons à notre charge les frais de recherche pour autant que nous ayons été mis préalablement au courant et que nous ayons donné préalablement notre accord.
- Par dérogation à l'article 3 de nos conditions générales, nous mandatons, dès votre demande, un contre-expert pour autant que l'objet du litige soit supérieur à 5 000 EUR. Si l'enjeu est inférieur à 5 000 EUR, et en cas de nécessité, nous pouvons mandater un contre-expert après concertation avec nos services.

4.6. Contrats généraux

La sauvegarde de vos intérêts dans le cadre des contrats soumis au droit des obligations, à l'exclusion de ce qui est traité aux art. 4.5., 4.7., 4.16., 4.17., 4.18., 4.19., 4.20 et 4.21.

4.7. Assistance Construction

Par dérogation à l'article 9.8. de nos conditions générales, si vous êtes impliqué en tant que maître de l'ouvrage ou acheteur dans un litige contractuel ayant un rapport quelconque, direct ou indirect, avec la construction, l'achat « clé sur porte », la transformation, l'amélioration, la rénovation, la restauration et la démolition pour laquelle l'intervention d'un architecte et/ou l'obtention d'un accord d'une autorité compétente est (sont) requise(s), nous vous accordons notre propre assistance lors d'un règlement à l'amiable. Après concertation avec nos services, nous pouvons mandater un expert de votre choix pour une première expertise. L'intervention maximale pour cette expertise s'élève à 750 EUR. Nous vous aidons également à constituer votre dossier si vous désirez porter le litige devant la Commission de Conciliation Construction.

4.8. Accident médical ou faute médicale

Notre assistance juridique vous est acquise pour les actions en dommages et intérêts découlant de dommages corporels, avec ou sans responsabilité, qui sont la conséquence d'interventions et/ou de traitements pratiqués par une personne relevant d'une profession (para)médicale.

4.9. Service Box

Nous vous accordons, au sein de notre propre service juridique, une assistance juridique à titre préventif, un avis juridique ou une vérification des documents que vous nous soumettez (contrats, accords), sans faire appel à un expert externe. Au cas où nous estimons que la désignation de celui-ci est inévitable et/ou opportune, nous vous aidons dans le choix d'un expert externe. Vous avez toujours le libre choix de cet expert. Ses frais et honoraires sont à votre charge.

Les questions doivent concerner une garantie assurée, dans les limites de la police souscrite.

Ce service ne vaut pas pour des avis juridiques concernant l'optimisation fiscale, la gestion de patrimoine ou la rédaction de votre déclaration fiscale.

4.10. Insolvabilité des tiers

Si, en cas d'insolvabilité du tiers responsable identifié, vous ne parvenez pas à récupérer, même par exécution forcée, l'indemnité qui vous a été allouée par un tribunal sur la base de la responsabilité extracontractuelle dudit tiers, nous vous payons cette indemnité qui ne pourra excéder, par sinistre, le montant stipulé à l'article 8. Si vous êtes victime d'une infraction contre la foi publique, d'une atteinte portée à l'honneur, d'un vol ou extorsion, d'une tentative de vol ou extorsion, d'une fraude, d'une tentative de fraude, d'une effraction, d'une agression,



Protection Juridique All Risk Conflits

d'un acte de violence ou de vandalisme, cette garantie n'est pas acquise. Nous ferons cependant le nécessaire pour introduire et pour défendre votre dossier auprès du Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.

4.11. Caution pénale

Si, suite à un accident couvert par le présent contrat, l'assuré est détenu préventivement et si une caution est exigée pour sa remise en liberté, nous garantirons le plus tôt possible notre caution personnelle ou déposerons la caution au plus vite si cela est requis. Si l'assuré l'a payée lui-même, nous la remplacerons par notre caution. Dès que le cautionnement est libéré, l'assuré doit remplir toutes les formalités qui lui incombent pour obtenir le remboursement du montant de la caution qui nous revient. Lorsque la caution déposée par la D.A.S. est saisie ou est utilisée totalement ou partiellement pour le paiement d'une amende ou d'une transaction pénale, l'assuré est tenu au remboursement de notre caution dès sa première demande.

4.12. Avance de fonds sur indemnités

Nous nous engageons à avancer les indemnités vous revenant lorsque vous êtes victime d'un accident si l'entière responsabilité du tiers identifié est établie de manière incontestable et l'assureur de responsabilité de ce tiers a confirmé son intervention. Dans ce cas, nous avançons l'indemnité qui est établie de manière incontestable, conformément au droit applicable.

- En ce qui concerne le dommage matériel, seul est pris en compte le dommage principal (à l'exclusion des intérêts ou de tout autre dommage complémentaire) constaté par expertise.
- En ce qui concerne le dommage corporel, l'indemnité sera avancée au moment où nous aurons été mis en possession de la quittance d'indemnité de la partie adverse.

Nous n'intervenons cependant pas en cas de vol, tentative de vol, effraction, violence ou vandalisme. Après paiement en votre faveur, nous sommes subrogés dans vos droits à l'égard du tiers responsable et de son assureur. S'il n'y a aucune possibilité de récupérer les fonds avancés ou si l'avance des fonds a été faite indûment, nous sommes en droit de vous en demander le remboursement.

4.13. Avance de la franchise des polices R.C.

Nous procédons à l'avance du montant de la franchise de la police d'assurance de responsabilité civile du tiers identifié, pour autant que l'entière responsabilité de ce dernier ait été établie de manière incontestable et que son assureur nous ait confirmé son intervention pour le paiement du principal. Si ce tiers vous verse le montant de la franchise, vous êtes tenu de nous en informer et de nous en rembourser immédiatement le montant. En vous avançant le montant de la franchise, nous nous retrouvons automatiquement subrogés dans vos droits pour réclamer ce montant au tiers responsable.

4.14. État des lieux préalable

En cas de travaux privés ou publics pour lesquels une autorisation administrative est exigée et qui sont exécutés, à proximité du bien assuré conformément à l'article 2, par un tiers avec lequel il n'existe aucun lien contractuel, nous prenons en charge un état des lieux contradictoire si ces travaux peuvent occasionner un dommage. L'intervention maximale pour cette extension de garantie s'élève à 500 EUR et ces frais sont imputés sur le montant maximum d'intervention prévu pour la garantie recours civil (art. 4.1.).

4.15. Frais de recherche

En cas de disparition d'un assuré mineur d'âge ou d'un assuré présentant une déficience mentale, constatée par une enquête de police, nous payons :

- vos frais de recherche ;
- les honoraires d'un médecin ou d'un thérapeute chargé du suivi médical et psychologique des assurés et de l'assuré retrouvé pour autant que la responsabilité d'un tiers soit établie dans la disparition de cet enfant ;
- les frais et honoraires d'un avocat de votre choix, chargé de vous assister durant l'enquête judiciaire.

Nous n'intervenons pas lorsqu'un assuré ou un membre de la famille de l'enfant disparu est impliqué dans cette disparition. Notre garantie ne joue qu'après épuisement de l'intervention de la mutuelle, d'une fondation privée ou publique, d'un assureur ou d'un quelconque organisme. L'intervention maximale de cette garantie s'élève à 25 000 EUR et ces frais sont imputés sur le montant maximum d'intervention prévu pour la garantie recours civil (art. 4.1.)

4.16. Location

Notre assistance juridique vous est acquise pour tout conflit relatif au contrat de bail que vous avez souscrit en tant que locataire des propriétés mentionnées à l'article 2 ou en tant que bailleur de deux chambres d'étudiants mentionnées à l'article 2.

4.17. Droit des personnes et de la famille

- La Protection Juridique dans le domaine du droit des personnes et de la famille est couverte.
- Par dérogation aux art. 9.4. et 10.2. des conditions générales, notre assistance en matière de divorce n'est accordée que pour la première procédure en divorce par consentement mutuel dans le chef de l'assuré survenant pendant la période de garantie mais après le délai d'attente prévu à l'article 7.
- Par dérogation aux art. 9.4. et 10.2. des conditions générales, en ce qui concerne les différends qui surviennent pendant la période de garantie mais après le délai d'attente prévu à l'article 7. et qui sont en relation avec l'entretien, l'éducation, le droit à l'hébergement principal et secondaire ou le droit aux relations personnelles des enfants et petits-enfants,



Protection Juridique All Risk Conflits

notre assistance est limitée, dans le chef de l'assuré, à la première médiation familiale.

4.18. Droit des successions, donations et testaments

Notre assistance juridique vous est acquise pour tout litige relevant du droit des successions, des donations ou des testaments.

4.19. Droit administratif

Notre assistance juridique vous est acquise pour tout litige avec les autorités administratives (à l'exclusion des litiges qui tombent sous l'article 4.20) et pour tout litige qui relève de la compétence d'un collège administratif. Si plusieurs personnes, dont des non-assurés à la D.A.S., introduisent un recours contre une même décision administrative, nous intervenons proportionnellement dans les frais mis à charge de nos assurés mais seulement à concurrence du montant maximum correspondant au plafond d'intervention par cas d'assurance prévu à l'article 8. Par dérogation à l'article 8.17., notre intervention maximale s'élève à 10 000 EUR pour les litiges avec votre employeur en tant qu'agent des services publics ou d'agent assimilable à ce statut.

4.20. Droit fiscal

Notre assistance juridique vous est acquise pour la défense de vos droits en cas de conflit avec l'Administration belge des finances. En cas de conflit avec l'Administration des contributions directes, notre assistance vous est acquise à partir de l'année des revenus qui suit l'année de la date de souscription du présent contrat.

4.21. Droit du travail et droit social

- Notre assistance juridique vous est acquise pour la défense de vos intérêts qui sont, en droit belge, de la compétence des juridictions du travail.
- En ce qui concerne les dirigeants d'entreprises (actionnaires, propriétaires ou personnes qui rapportent directement au conseil d'administration ou en font partie), notre garantie est limitée aux litiges ressortissant de la législation sociale relative aux handicapés, à l'assurance maladie-invalidité, aux allocations familiales, aux pensions et aux accidents du travail.
- En tant qu'indépendant, vous êtes couvert à titre privé pour tout litige ressortissant de la législation sociale relative aux handicapés, à l'assurance maladie-invalidité, aux allocations familiales et aux pensions.

4.22. Droit réel

Notre assistance juridique vous est acquise pour la défense de vos intérêts dans le cadre des litiges concernant la copropriété, l'usufruit, l'usage, l'habitation, les servitudes (mitoyenneté, bornage, fonds enclavé, passage, distance entre constructions, jours et vues etc.), les privilèges et hypothèques.

Article 5

Quelles sont les exclusions ?

Outre les exclusions générales contenues dans nos conditions générales (art. 9) et compte tenu des particularités précisées à l'article 4 ci-dessus, sont exclus les cas d'assurance en relation avec :

5.1. la défense de vos intérêts en qualité de conducteur, détenteur ou propriétaire de véhicules, à l'exception de la garantie défense pénale (art. 4.2.). Sont considérés comme véhicules : tous les engins automoteurs se déplaçant sur terre, sur eau ou dans l'air, ainsi que les remorques/caravanes de plus de 750 kg. La garantie reste cependant acquise pour les cas de joy-riding commis par des mineurs d'âge assurés. La garantie reste également acquise pour les fauteuils roulants, pour les vélos électriques ainsi que pour les bateaux à voile de maximum 300 kg et pour les bateaux à moteur d'une puissance de maximum 10 CV DIN ;

5.2. Les fautes lourdes. Conformément à l'article 62 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, nous considérons, dans le chef de l'assuré, les faits suivants comme fautes lourdes pour lesquelles nous n'accordons pas notre couverture : coups et blessures volontaires, fraude et/ou escroquerie, vol, violence, agression, vandalisme et défaut non-fondé de paiement ;

5.3. votre défense civile lorsque vous faites l'objet d'une demande en réparation fondée sur une responsabilité extra-contractuelle et qu'un assureur de responsabilité prend ou devrait prendre à sa charge cette défense pour autant qu'il n'existe pas un conflit d'intérêts avec cet assureur. Il n'y a pas d'intervention pour les cas d'assurance dont le dommage est inférieur ou égal à la franchise prévue dans la police d'assurance de responsabilité ;

5.4. les biens immobiliers autres que ceux assurés conformément à l'article 2, sauf pour les litiges qui tombent sous la garantie de l'article 4.18. ;

5.5. l'exercice d'une activité professionnelle en tant que travailleur indépendant ;

5.6. la procédure en divorce, même par consentement mutuel, s'il ne s'agit pas pour l'assuré de la première procédure qui le concerne. La médiation familiale est également exclue s'il ne s'agit pas pour l'assuré de la première médiation qui le concerne.

Article 6

Quelle est l'étendue territoriale de notre garantie ?

- En matière de recours civil (art. 4.1.), de défense pénale (art.4.2.), de défense disciplinaire (art.4.3.), de défense civile (art.4.4.), d'insolvabilité des tiers (art. 4.10.), de caution



Protection Juridique All Risk Conflits

pénale (art.4.11.), d'avance de fonds sur indemnités (art.4.12.) et d'avance de la franchise des polices R.C. (art.4.13.), notre garantie couvre le monde entier.

- Pour les garanties après incendie (art. 4.5.), accident médical ou faute médicale (art. 4.8), frais de recherche (art.4.15.), location (art. 4.16.) et le droit réel (art. 4.22), notre intervention se limite à l'Europe et aux pays bordant la mer Méditerranée.
- Pour la garantie contrats généraux (art. 4.6), notre intervention se limite à l'Europe et aux pays bordant la mer Méditerranée.
- Pour toutes les autres garanties et extensions de garantie, notre intervention est accordée pour autant que les tribunaux belges soient compétents et pour autant que le droit belge soit applicable.
- En ce qui concerne les fonctionnaires de l'U.E., notre garantie est acquise pour les litiges concernant leur statut devant les tribunaux compétents.

Article 7

Quels sont les délais d'attente ?

Les cas d'assurances en relation avec les garanties reprises ci-dessous sont couverts pour autant qu'ils trouvent leurs origines après l'expiration des délais d'attente.

Pour tous les cas d'assurance en matière de :

- contrats généraux (art. 4.6) : le délai d'attente est de 3 mois à dater de la prise d'effet de cette garantie ;
- assistance construction (art.4.7) : le délai d'attente est de 24 mois à dater de la prise d'effet du contrat ;
- accident médical ou faute médicale (art. 4.8), location (art. 4.16.) et Droit réel (art. 4.22) : le délai d'attente est de 3 mois à dater de la prise d'effet de ces garanties ;
- droit du travail et droit social (art. 4.21.) : le délai d'attente est de 3 mois à dater de la prise d'effet de cette garantie sauf en ce qui concerne les litiges avec l'employeur (en tant que salarié, appointé, apprenti, agent des services publics ou assimilé à ce statut) et avec des gens de maison pour lesquels le délai d'attente est de 12 mois. Pendant ce délai d'attente supplémentaire de 9 mois, vous bénéficierez néanmoins du soutien de notre service juridique dans le cadre d'un règlement amiable ;
- droit des successions, donations et testaments (art.4.18.) et droit administratif (art.4.19.) : le délai d'attente est de 12 mois à dater de la prise d'effet de ces garanties ;
- droit fiscal (art.4.20.) : le délai d'attente est de 12 mois à dater de la prise d'effet de ce garantie, sauf pour les cas de conflits avec l'administration des contributions directes pour lesquels notre assistance vous est acquise à partir de l'année des revenus qui suit l'année de la date de souscription du présent contrat ;
- droit des personnes et de la famille (art 4.17.) : le délai d'attente est de 12 mois à dater de la prise d'effet de cette

garantie, à l'exception des litiges relatifs au divorce et à la médiation familiale pour lesquels le délai d'attente est porté à 24 mois à dater de la prise d'effet du contrat.

Article 8

Quelles sont les interventions maximales et quel est le minimum litigieux par cas d'assurance ?

Garanties assurées	Minimum litigieux*	Intervention Maximale (hors T.V.A.**)
1. Recours civil (frais de recherche inclus)		125 000 EUR
2. Défense pénale		125 000 EUR
3. Défense disciplinaire		125 000 EUR
4. Défense civile	350 EUR	125 000 EUR
5. Après incendie habitation	350 EUR	50 000 EUR
6. Contrats généraux	350 EUR	30 000 EUR
7. Assistance Construction (expertise)	350 EUR	750 EUR
8. Accident médical	350 EUR	30 000 EUR
9. Service Box		Pas de frais externes
10. Insolvabilité des tiers		25 000 EUR
11. Caution pénale		25 000 EUR
12. Avance de fonds sur indemnités		25 000 EUR
13. Avance de la franchise des polices R.C.		25 000 EUR
14. Etat des lieux préalable		500 EUR
15. Droit des successions, donations et testaments	350 EUR	25 000 EUR
16. Location	350 EUR	30 000 EUR
17. Droit des personnes et de la famille Général Divorce C.M. + Méd. Fam.	350 EUR	25 000 EUR 1 000 EUR p.p.
18. Droit administratif	350 EUR	25 000 EUR
19. Droit fiscal	350 EUR	25 000 EUR
20. Droit du travail et droit social	350 EUR	10 000 EUR
21. Droit réel	350 EUR	25 000 EUR
22. Autres garanties	350 EUR	25 000 EUR

*Cond.Gén. Art. 2.3.2

** Cond. Gén Art. 2.3.1